

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 20 JANVIER 1927

Rapport de la Commission de l'Agriculture, chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1927.

(Voir le n° 5-VIII du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président; DE COCK DE RAMEYEN, le baron DE MOFFARTS, LEURQUIN, MULLIE, le baron VAN ZUYLEN et LIMAGE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La discussion du budget de l'Agriculture fournit chaque année, aux mandataires qui s'y intéressent, l'occasion d'attirer spécialement l'attention du Gouvernement sur l'importance de l'agriculture, envisagée dans ses rapports avec la Nation, au point de vue économique, social et financier.

Depuis longtemps déjà ils ont prouvé, statistiques en main, que de toutes les branches de l'activité nationale, l'agriculture se classe au premier rang par la puissance de sa production, par l'importance de ses capitaux et par le rôle prépondérant qu'elle remplit dans l'économie générale du pays, tant au point de vue du ravitaillement des populations que de la balance commerciale.

Il est apparu au rapporteur du budget comme un travail superflu de s'attarder parmi ces sentiers battus, à reproduire tous ces chiffres, toutes ces données pour démontrer une fois de plus l'exactitude de cette vérité économique découlant de l'évidence même :

Une agriculture prospère constitue la richesse d'un pays.

Et dire cependant que nous trouvons encore de nos jours, même dans les hautes sphères, de nombreuses personnalités

qui, soit trompées par de fausses conceptions économiques, soit aveuglées des préjugés, ou dominées par des intérêts personnels, s'égarent au point de prétendre reléguer l'agriculture au second plan et s'obstinent à ne la considérer que comme l'adjuvant du commerce et de l'industrie.

M. Hannecart, directeur général du Commerce, personnalité qui doit être très bien au courant de l'économie générale du pays, n'a-t-il pas dernièrement, dans une conférence sur la situation économique du pays, faite en présence du Roi, parlé de l'industrie et du commerce, ignorant complètement l'agriculture? N'avons-nous pas entendu des ministres déclarer que pour 15 p. c. d'agriculteurs nous avons 42 p. c. d'industriels; que l'agriculture n'intervient que pour 25 p. c. dans l'alimentation du pays alors qu'elle y entre au moins pour 75 p. c. ?

Cette conception erronée engendre fatalement une politique qui, pour n'être pas franchement antiagricole, concourt néanmoins à tolérer des mesures qui ont comme résultat déplorable de contrarier le développement de la production agricole et, par voie de conséquence, hautement préjudiciable aux intérêts du pays.

C'est vraisemblablement à cette même conception que nous devons l'exclusivisme dont est frappée trop souvent l'agriculture lors du choix des membres composant les organismes ou commissions à qui est confiée la direction des intérêts généraux du pays. Ainsi, dernièrement encore, parut au *Moniteur* la composition de la grande commission pour l'exportation.

Le monde industriel y compte de nombreux délégués et l'agriculture y est représentée uniquement par M. Parein, président du Boerenbond, alors que toute proportion gardée, l'agriculture paraissait certainement avoir droit à plusieurs représentants.

La Commission croit qu'il est de son devoir de protester à nouveau contre ce déni de justice et elle estime qu'il serait hautement désirable de voir figurer au sein de ces commissions, à côté des représentants de l'industrie et du commerce, les délégués de l'agriculture.

* *

Il nous a paru également intéressant de rechercher pour chacun des ministères, et d'exprimer, en fonction du budget général, le pourcentage représenté par la somme sollicitée pour chacun d'eux.

Il s'agit, bien entendu, du budget ordinaire.

BUDGETS.	Crédits sollicités pour 1927.	Pourcentage représenté dans le budget total.
Dotations	16,659,272	0,75 p. c.
Justice	200,869,092	8,78 »
Affaires Étrangères	51,095,456	2,23 »
Intérieur	46,177,172	2,02 »
Sciences et Arts	569,974,592	24,92 »
Agriculture	53,646,344	2,54 »
Travaux Publics	121,190,732	5,30 »
Industrie, Travail et Prévoyance Sociale	294,534,053	12 88 »
Colonies	6,943,041	0,30 »
Défense Nationale	597,606,849	26,13 »
Gendarmerie	91,672,401	4,00 »
Finances	237,263,424	10,37 »

Pour compléter ce tableau, il eut été intéressant de mettre en parallèle le

pourcentage de l'intervention de l'agriculture dans les recettes générales. Nous ne sommes pas parvenu à nous procurer les éléments pour déterminer le pourcentage de cette intervention.

Les crédits sollicités pour le budget de l'agriculture pour 1927 sont en augmentation de 14,618,894 francs sur ceux de 1926, en y comprenant les dépenses exceptionnelles; celles-ci sont en augmentation de 16,106,705 francs.

Les dépenses ordinaires sont donc en diminution de 2,672,045 francs, et si l'on tient note que le transfert du Ministère des Affaires Économiques au Ministère de l'Agriculture fait subir au budget de ce dernier une surcharge de 743,000 francs, la diminution réelle se chiffre à 3,415,045 francs.

Une part importante à cette diminution est supportée par les articles repris au chapitre III et relatif à l'Agriculture: 1,679,240 francs; l'enseignement agricole se voit supprimer: 790,245 francs; l'office horticole: 165,060 francs.

A tout esprit non prévenu, le projet de budget du Ministère de l'Agriculture pour 1927 paraît, dans son ensemble, avoir été conçu et présenté avec l'unique souci des économies, poussé à l'extrême. On semble avoir perdu de vue la nécessité et les raisons graves qui jadis, en 1884, déterminèrent les pouvoirs publics à créer un Ministère de l'Agriculture, département nouveau, spécialement chargé, au sein du Gouvernement, de s'occuper des problèmes multiples intéressant l'agriculture. Rendons-lui, en passant, cet hommage. Jusqu'aujourd'hui, pénétré de l'importance de la mission qui lui était dévolue, ce Ministère s'est acquitté de cette charge d'une façon digne d'éloges. Il vulgarisa l'enseignement moderne agricole jusque dans les villages les plus reculés de nos campagnes, permettant ainsi aux agriculteurs, grands et petits, d'apprécier et d'adopter les méthodes culturelles nouvelles, issues de la science agricole. Il provoqua la création de groupements, sociétés d'élevage, assurance, laiteries, coopératives et syndicats de toute na-

ture. Il facilita et encouragea l'initiative privée dans la réalisation de ses conceptions.

Il mit à la disposition de ces institutions, pour leur servir de guides et de conseils, un corps de fonctionnaires composé de techniciens de premier ordre. Enfin, il stimula l'activité et l'émulation au sein de ces organismes par l'octroi de subsides.

Cette politique que nous considérons comme heureuse et surtout économique, s'appuyant sur l'initiative privée, la suscitant, la guidant et l'encourageant, rendit au pays d'immenses services. Grâce à elle et secondée par le travail intelligent et persévérant de nos courageux campagnards, la Belgique est parvenue à se classer honorablement parmi les nations agricoles les plus productives du monde entier. Les pouvoirs publics, hélas, semblent l'oublier.

En voici une preuve :

S'inspirant des vœux émis par la Commission nationale pour l'augmentation de la production agricole, et désirant compléter son œuvre, le Département de l'Agriculture avait décidé de rendre productive une partie des terrains incultes, dont l'étendue est encore trop grande en Belgique. Fidèle à sa politique, il avait entrepris, il y a quelques années, et avait continué depuis lors, à encourager sous forme de subsides, l'initiative privée, seule capable, économiquement parlant, de réaliser la mise en culture des terrains incultes. Le Gouvernement semble abandonner cette politique avantageuse, propose la suppression des crédits, estimant cette économie justifiée, sous prétexte que le défrichement profite uniquement au propriétaire sans se préoccuper que le subside alloué constitue une dépense des plus productive. Aussi sommes-nous assurés, qu'au cours de la discussion du budget de l'Agriculture, des collègues du Sénat, nonobstant les documents fournis par le Département de l'Agriculture, en réponse à la question relative à l'article 53, signaleront l'importance de ce problème au triple point de vue de l'augmentation

de la production agricole indigène, du patrimoine national et de l'intérêt du Trésor.

En présence des coupes sombres proposées au budget soumis à son examen, la Commission de l'Agriculture, justement alarmée, se permet d'attirer l'attention du Gouvernement tout entier et spécialement celle de M. le Ministre de l'Agriculture, sur les conséquences désastreuses qui pourraient découler de semblables mesures. L'impérieuse nécessité d'équilibrer le budget de l'Etat, les possibilités de la compressibilité, plus apparente que réelle, du budget de l'agriculture, ne constituent pas des raisons suffisantes pour justifier une diminution ou une suppression des crédits à des organismes, sources mêmes de haute production.

Prenons à titre d'exemple l'article 23 du budget relatif à l'élevage de nos animaux domestiques. Nous y trouvons une réduction de 541,000 francs avec cette observation : « aucun subside ne sera accordé aux provinces en exécution des règlements provinciaux pour l'amélioration des races chevaline, bovine et porcine ». Il faut ignorer le rôle de l'élevage dans l'économie du pays pour préconiser ou admettre semblable réduction.

* * *

Dans une étude faite en 1922 par M. Schreiber, le distingué directeur général au Ministère de l'Agriculture, la valeur de production de nos animaux domestiques est évaluée :

Pour l'espèce chevaline, à fr.	536,520,500
Pour l'espèce bovine, à	2,158,827,900
Pour l'espèce porcine, à	791,991,630
Soit au total. . fr.	3,487,340,030

Se basant sur les mêmes éléments et tenant note de la dépréciation de notre monnaie depuis cette époque jusqu'à nos jours, on obtient pour 1926 une valeur totale, pour la production animale, de près de 7 milliards de francs.

La plupart de ces produits sont indispensables à l'entretien de la population belge et toute augmentation de la production contribue à l'amélioration de notre balance commerciale. Il en résulte qu'il est de l'intérêt de tous que cette production soit la plus élevée en quantité et en qualité.

Les pouvoirs publics ont si bien compris la chose que, de tout temps, dans tous les pays, ils ont aidé les agriculteurs à l'améliorer et à l'augmenter.

La réglementation actuellement en usage dans nos provinces vise le même but. Une même unité de vues était indispensable. Etat et province se sont entendus pour exercer une action commune, qui se manifeste par l'application des règlements provinciaux. Les gouvernements provinciaux ont pris sur eux d'en assurer l'exécution, avec la promesse formelle de la part de l'Etat d'intervenir dans les frais pour une somme dont le montant varie, suivant l'espèce d'animaux, de 50 à 60 p. c. de la dépense.

Il ne s'agit pas ici, au sens propre, d'un subside que le Gouvernement alloue aux provinces, mais plutôt d'une part dans les frais résultant d'une action commune. Cette méthode de travail, qui se caractérise par une meilleure adaptation aux nécessités économiques de chaque région, a permis d'obtenir d'excellents résultats avec des dépenses minimales. Abandonnant haras et stationnements de reproducteurs, les pouvoirs publics en Belgique ont préféré le système plus économique de l'aide à l'initiative privée qui a fait ses preuves. Il suffit de rappeler, comme nous l'avons déjà signalé à différentes reprises, que notre race chevaline de gros trait, considérée comme la meilleure, est universellement renommée.

La somme que l'on nous propose d'économiser à l'article 23, littéra *a* : Exécution des règlements provinciaux sur l'amélioration des animaux des espèces chevaline, bovine et porcine, se monte à 476,000 francs. Si on la compare à la production de 40 milliards 113,286,000 francs, qu'elle est

destinée à influencer, on constate qu'elle représente moins de 5 centimes par 1,000 francs de produits.

Pour supprimer cette dépense insignifiante, l'Etat doit renoncer à l'action bienfaisante qu'il a exercée de tout temps sur cette branche importante de la production agricole. D'un autre côté, si encouragées par l'exemple du Gouvernement, certaines provinces s'en désintéressent à leur tour, l'élevage sera abandonné à lui-même et manquera de directive et d'unité de vues comme il y a cent ans. Ce serait risquer de perdre en quelques années le fruit d'un siècle de travail et d'efforts. Pour l'avenir de notre élevage, le Gouvernement peut et doit en conserver la haute direction, sans quoi c'est à brève échéance la disparition de l'élevage méthodique et rationnel de notre pays. Au surplus, dans un pays comme le nôtre, où chaque jour la culture se morcelle davantage, il y a des régions entières où il n'y a pas une seule exploitation suffisamment importante pour justifier au point de vue économique l'entretien onéreux d'un reproducteur adulte. Dès que l'accroissement en poids cesse d'indemniser le détenteur d'un taureau des frais d'entretien, ceux-ci doivent être amortis entièrement par le prix des saillies. Il en résulte que presque tous les taureaux reproducteurs sont envoyés à l'abattoir au moment où la période d'accroissement prend fin. Jusqu'ici le Département de l'Agriculture et les provinces avaient quelque peu obvié à cet inconvénient en instituant des primes de conservation pour reproducteurs adultes. La suppression des crédits prévus pour ces concours de primes de conservation mettra fin à cette situation et l'ancienne pratique d'abattre prématurément les géniteurs sera de nouveau en vigueur, principalement dans les régions des petites cultures, au grand détriment de l'élevage.

Enfin, vue sous un autre angle, une autre question se pose. Ne commet-on pas une injustice profonde en supprimant les crédits nécessaires pour payer les dettes que le Département de l'Agri-

culture a contractées vis-à-vis des éleveurs? Ce Département, d'accord avec les provinces, institue des concours avec primes en argent dont certaines payables en plusieurs annuités. Ces primes et ces annuités ne sont payables qu'après que les propriétaires des animaux ont représenté ceux-ci au jury l'année suivant celle où la prime a été octroyée ou continuée. Beaucoup d'éleveurs ont rempli toutes les conditions prescrites et voilà qu'au moment de payer, l'Etat déclare que la situation financière du pays ne lui permet pas de tenir ses engagements. Si même on parvenait à justifier au point de vue légal, cette façon de procéder, elle n'en resterait pas moins profondément injuste, étant donné que c'est une mesure d'exception qui ne frapperait qu'un petit nombre de personnes envers lesquelles l'Etat a contracté une dette. Nous désirerions vivement connaître la façon dont M. le Ministre apprécie cette question.

De ce qui précède il faut en tirer la conclusion qu'il n'est pas sans danger de voir saper à la base, compromettre l'existence même de l'œuvre utile et féconde entreprise et continuée par les différents ministres qui, jusqu'à ce jour, se sont succédé au Département de l'Agriculture. A juste titre, ils peuvent s'enorgueillir des résultats obtenus et prétendre à la reconnaissance du monde agricole.

De l'analyse de toutes ces considérations, il n'y aurait pas lieu non plus d'en déduire que la Commission de l'agriculture se refuse systématiquement à l'examen de toute idée de compression du budget.

Elle a conscience que les agriculteurs, au même titre que les autres citoyens, doivent et peuvent supporter les conséquences de la grande pénitence nationale. Ils sont disposés à s'y soumettre, à condition que la mesure pénitenciaire soit générale et la répartition équitable. Lors de la discussion des autres budgets, la Commission de l'agriculture se déclare décidée à protester contre toute tendance qui serait de nature à laisser supposer que certains budgets n'auraient pas

subi les conséquences d'une compression impérieuse, laquelle, dans son application, doit rester égale pour tous.

Indépendamment des crédits affectés à l'élevage, la Commission a eu son attention attirée sur la diminution de 822,000 francs proposée au chapitre III, article 12, et relative à la police sanitaire de nos animaux domestiques. Elle paraît inquiète en envisageant les conséquences désastreuses que pourrait entraîner une diminution excessive de crédit. L'insuffisance ne permettrait plus d'assurer un contrôle sérieux, et paralyserait les recherches scientifiques nécessaires dans la lutte organisée contre les maladies épizootiques. La suppression des indemnités pour bêtes charbonneuses peut avoir une répercussion sur la production animale, il est incontestable, en outre, qu'elle constitue un très grave danger pour l'hygiène de l'homme, surtout si les cadavres proviennent d'animaux atteints du charbon bactérien. On n'ignore pas que le microbe de cette maladie conserve toute sa virulence pendant de très nombreuses années. C'est en raison de cette insalubrité incontestable et pour rendre la destruction des cadavres plus certaine que l'indemnité au propriétaire fut consentie. Dans l'intérêt de la santé publique il est nécessaire de la rétablir.

A l'article 50, la Commission estime que la diminution de 10,000 francs proposée au budget constitue une économie négative. La réduction des subsides pourrait entraîner la disparition de certains laboratoires ou stations-privées rendant d'immenses services et devenus parfois indispensables. Dans ce cas, l'Etat devrait alors assurer le service des analyses et se trouverait dans l'obligation de dépenser des sommes très importantes pour créer lui-même des établissements similaires.

Si nous ajoutons aux propositions de réduction de crédits relatives à l'élevage, à la police sanitaire, aux laboratoires, aux associations agricoles, celles proposées pour l'amélioration des semences et la mise en valeur des terrains incultes, nous nous trouvons devant un ensemble de propositions que la Commission

est décidée à combattre d'une façon irréductible. Ces dépenses, essentiellement productives, auraient dû trouver grâce aux yeux de nos dirigeants.

En conformité de ces décisions, la Commission se propose de déposer des amendements à différents articles du projet de budget.

Nous espérons que le Sénat se ralliera à nos conclusions et nous convions la haute assemblée à appuyer les amendements proposés par la Commission. Leur rejet pourrait entraîner comme conséquence, de se trouver, dans un avenir peut-être proche, en présence de nombreux fonctionnaires du Département de l'Agriculture, désirant continuer à apporter le concours de leur dévouement et de leurs bons offices, mais devenus impuissants nous dirons presque inutiles, en présence d'un monde agricole désespéré, découragé, se jugeant sacrifié en se voyant privé, sauf en paroles, de la sollicitude gouvernementale.

Pareille situation ne laisserait pas que de présenter un danger dont il serait téméraire de sous-estimer la gravité au point de vue social et économique.

Le monde agricole pourrait se lasser d'écouter des promesses et déclarations qui paraissent reconnaître l'importance de l'agriculture, mais qui, malheureusement, se traduisent en pratique par une méconnaissance regrettable de ses intérêts.

Cette politique malheureuse, s'ajoutant aux conditions économiques actuelles : raréfaction des terres d'où découle la hausse des fermages, aggravation des charges fiscales, crise de la main d'œuvre, sont autant d'éléments qui poussent nos cultivateurs à porter hors frontière, dans une atmosphère plus accueillante, leur travail et leurs capitaux. Cette émigration ne peut s'effectuer qu'au détriment de notre pays et au plus grand profit de la nation étrangère.

Puissent ces quelques considérations retenir l'attention de ceux qui ont la charge et la responsabilité de la direction de la nation.

Le rapport est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
G. LIMAGE.

Le Président,
Bon RUZETTE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1927.

Amendements présentés par la Commission.

	MONTANT des crédits par article.
Art. 12. — Rétablir le libellé <i>c</i> du projet de budget pour 1926 : « Indemnités pour bêtes bovines mortes ou abattues ou reconnues atteintes du charbon », 50,000 francs. fr.	1,060,000
Art. 23, <i>littéra a.</i> — Rétablir le crédit de 1926, porter le crédit de 100,000 à 576,000 francs.	1,406,000
<i>Littéra b.</i> — Supprimer le crédit de 7,500 francs	698,900
Art. 28, <i>littéra b.</i> — Rétablissement du crédit de 1926, porter le crédit de 319,500 à 507,000 francs	1,958,500
Art. 41. Augmenter le crédit de 500,000 francs	
Art. 46, <i>littéra a.</i> — Rétablir le crédit de 1926 concernant l'amélioration des semences (concours de culture), 90,000 francs, les champs d'expériences et essais d'alimentation du bétail, 36,000 francs	161,000
Art. 50. — Rétablir le subside de 1926, de 10,000 francs, aux laboratoires agréés et privés	50,000
Art. 53. — Rétablir le crédit de 1926 et le porter de 150,000 à 450,000 francs	450,000
Art. 58 — Suppression de la réduction de 41,000 francs	58,000
Art. 67. — Suppression de la réduction de 35,000 francs	292,000
Art. 68, <i>littéra e.</i> — Suppression de la réduction de 46,000 francs affectés aux ligues du coin de terre	146,000
Art. 75, <i>littéra c.</i> — Suppression de la réduction de 180,000 francs	1,665,000
Art. 76. — Augmenter le crédit de 176,000 francs	276,000

Questions et Réponses.

1^{re} QUESTION. — Quelles sont les sommes effectivement dépensées en 1926 ? Si les dépenses sont moins élevées que les sommes votées par le Parlement, dans quelle mesure et pourquoi ces réductions ?

RÉPONSE. — En 1926, les sociétés d'élevage ont reçu le même acompte qu'en 1925. Le montant exact du subside pour 1926 ne sera liquidé qu'après que les provinces et les sociétés d'élevage auront introduit leurs comptes de fin d'année, c'est-à-dire au début du mois de janvier prochain. Sur l'exercice 1926, la somme prévue pour les primes nationales, soit 37,500 francs, n'a pu être répartie à la suite d'une décision du Comité du Trésor.

A la date du 6 décembre courant, sur les 833,000 francs inscrits à l'article 28 du budget pour 1926, fr. 605,629.10 sont

liquidés ou en liquidation ; mais l'exercice n'est pas clos et la somme non dépensée ne sera connue qu'après la clôture de celui-ci.

2^e QUESTION. — Art. 2. — Quels sont les agents et fonctionnaires supprimés ?

RÉPONSE. — Les effectifs du personnel du Département de l'Agriculture sont en réduction de 81 unités comparativement aux effectifs du 30 juin 1925.

Ce chiffre comprend des fonctionnaires et agents définitifs qui n'ont pas été remplacés lors de leur démission, mise à la retraite ou décès, des journaliers congédiés, des employés provisoires licenciés par suppression d'emploi ou de service, des gens de diverses catégories dont la mission temporaire a pris fin, etc.

Voir détails au tableau ci-joint.

DÉSIGNATION des services, institutions et établissements.	Effectifs du personnel au 30 juin		
	1925	1926	
Administration centrale	143	136	— 7
Anciens services	18	19	+ 1
Office des classes moyennes	21	21	
Étables de quarantaine	51	15	— 36
Service spécial pour la reconstitution des terres des régions dévastées	3	2	— 1
Service de la récupération et de la répartition	5	7	+ 2
Conseillers de zootechnie de l'Etat	23	23	
Inspecteurs vétérinaires du Gouvernement	46	47	+ 1
École de Médecine vétérinaire	56	53	— 3
Institut agronomique de l'Etat, à Gembloux	28	28	
Institut agronomique de l'Etat, à Gand	20	16	— 4
Station agronomique de l'Etat, à Gembloux	48	44	— 4
Laboratoires d'analyses de l'Etat	40	40	
Jardin botanique de l'Etat	8	8	
Conseillers d'horticulture de l'Etat	3	3	
Service phytopathologique spécial	36	36	
École moyenne pratique d'horticulture de l'Etat, à Vilvorde	5	5	
École d'horticulture de l'Etat, à Gand	24	23	— 1
Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole de l'Etat	56	56	
Enseignement ménager agricole ambulant de l'Etat	36	35	— 1
Agronomes de l'Etat	15	14	— 1
École moyenne pratique d'agriculture de l'Etat, à Huy	367	778	— 29
Fonctionnaires, agents et préposés des Eaux et Forêts	37	39	+ 2
Service de l'hydraulique agricole			
	1,529	1,448	— 87
			+ 6

En moins : 81

Les données ci-dessus accusent une réduction se chiffrant à 81 unités.

En fait, du 30 juin 1925 au 30 juin 1926, 87 éléments ont quitté les Services de l'Agriculture, et 6 nouveaux y ont été admis.

Les chiffres du tableau comprennent non seulement les fonctionnaires et agents définitifs, les employés et salariés temporaires, permanents ou « saisonniers », ainsi que toutes les personnes — comme les chargés de cours et autres — émargeant, à un titre quelconque, au budget du Département ; ils comprennent, en outre, d'autres catégories de gens qui ne reçoivent aucune rétribution, tels que les gardes surnuméraires des Eaux et Forêts, par exemple.

Il convient de remarquer que, parmi ces diverses catégories de personnes, il en est qui ne sont pas dénombrées dans les développements des budgets.

3^e QUESTION. — Art. 12. — a) La Commission demande la justification des réductions de crédit prévues à cet article. Elle craint que, de ce fait, le Département ne sera plus suffisamment armé au point de vue situation sanitaire du pays. Elle désire notamment savoir comment on peut justifier la suppression des 50,000 francs prévus jadis pour les animaux atteints de charbon.

La Commission est très étonnée de lire dans les développements cette phrase : « Aucun subside pour la recherche de « nouveaux sérums ne sera accordé pour 1927 ». Elle désire savoir quelle est la portée de ce texte ;

b) La Commission désire connaître le montant des recettes effectuées par le service sanitaire vétérinaire.

RÉPONSE. — a) Les réductions de crédit à l'article 12 du projet de budget pour 1927 ont été opérées sous l'impérieuse nécessité de clôturer en boni le budget général.

Si l'octroi d'indemnités en cas de pertes occasionnées par la tuberculose bovine et porcine répondait à une cer-

taine utilité, on ne peut cependant pas soutenir que ces primes étaient indispensables. Instituées à une époque de crise agricole comme un moyen d'encouragement aux institutions d'assurance du bétail, elles peuvent être suspendues actuellement sans grand inconvénient, le Département se réservant d'en demander le rétablissement lorsque les circonstances le permettront.

La suppression des indemnités pour les pertes de bovidés charbonneux est également dictée par le besoin de comprimer les dépenses de l'État. En raison de leur modicité (125 francs pour un animal adulte et 62 francs pour un bovidé sans dents d'adulte), la suppression de ces indemnités ne saurait avoir sérieuse répercussion sur la production animale. Dans tous les cas, le Département de l'Agriculture veille à la conservation de notre cheptel par des mesures de police sanitaire appropriées que ne sauraient contrarier les diminutions de dépenses prévues à l'article 12.

Les mots : « Aucun subside pour la recherche de nouveaux sérums ne sera accordé en 1927 », ont été introduits dans les développements budgétaires pour justifier la disparition du mot « subside », dont le maintien au littéra *d* de l'article 12 avait perdu sa raison d'être. En effet, les dépenses concernant la recherche de nouveaux sérums peuvent être soldées sans allocation de subsides, depuis que les recherches en question sont de la compétence du Laboratoire vétérinaire dont le fonctionnement est assuré par le crédit figurant au littéra *f*.

b) Les recettes des services sanitaires se sont élevées, en 1925, à 1,390,400 francs ; du 1^{er} janvier au 30 octobre 1926, elles ont rapporté 1,253,600 francs.

4^e QUESTION. — Art. 23. — La Commission désire connaître la répartition des subsides affectés aux différents concours de l'espèce chevaline.

RÉPONSE. — Subsides aux provinces pour l'exécution du règlement provin-

cial. Achat de médailles et rubans,	Fr. 50,000 »
A la société royale « Le Cheval de trait belge ».	110,000 »
A la Société royale hippique	10,000 »
A la Société royale pour l'encouragement de l'élevage du cheval d'armes	2,500 »

5^e QUESTION. — Art. 32. — En quoi consistent les économies visées à cet article ?

RÉPONSE. — Ces économies consistent surtout dans la réduction des fournitures pour les chaires et les laboratoires. Il est à noter que ces économies « forcées » (par des circonstances exceptionnelles) ne pourront pas être maintenues longtemps sans risquer de nuire considérablement à l'enseignement.

6^e QUESTION. — Art. 38. — En quoi consistent les économies visées à cet article ?

RÉPONSE. — Les années précédentes, le crédit prévu n'était pas dépensé, le Département se montrant très parcimonieux dans l'octroi des secours.

Une certaine somme est cependant nécessaire pour l'application éventuelle des arrêtés ou instructions relatives aux indemnités de naissance, de décès, de déplacements.

7^e QUESTION. — Art. 39. — La Commission désire avoir quelques explications au sujet de l'augmentation prévue à cet article.

RÉPONSE. — L'augmentation au crédit vient de l'augmentation du prix des coupons forfaires de voyage délivrés par l'Administration des chemins de fer au Département, qui les met à la disposition de ses agents selon les nécessités du service. Cet article comprend les indemnités de frais de voyage.

8^e QUESTION. — Art. 40. — En quoi consistent les économies visées à cet article ?

RÉPONSE. — C'est par souci de compression que les crédits de cet article ont été réduits. L'économie se traduira par la limitation au strict minimum des achats nécessaires au fonctionnement des écoles ménagères agricoles ambulantes.

9^e QUESTION. — Art. 46. — La Commission désire connaître les raisons qui ont fait réduire les subsides de 80,000 francs à 46,000 francs.

RÉPONSE. — Les chiffres en question doivent être rectifiés et devenir 90,000 et 36,000 francs.

Par raison d'économie et à titre tout à fait temporaire, l'administration a :

a) Supprimé les subsides de 90,000 fr. pour encourager l'emploi et la production dans le pays de semences améliorées par l'organisation des 9 concours provinciaux de culture ;

b) Réduit les dépenses pour l'organisation des champs d'expériences agricoles (36,000 fr.).

Institut international d'agriculture de Rome.

10^e QUESTION. — Art. 47. — La Commission désirerait savoir à combien s'élèvent :

1^o La cotisation annuelle de la Belgique ;

2^o Les dépenses occasionnées par la présence à Rome de son représentant.

La Commission demande également :

a) Quelles seraient les économies à résulter de la suppression du délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture ;

b) Quels seraient les inconvénients à résulter du remplacement de ce délégué par un secrétaire d'ambassade à Rome.

RÉPONSE. — 1^o La Belgique étant inscrite à Rome dans le groupe 2, sa cotisation annuelle était fixée jusqu'en 1926 à 12,500 liras, soit 250 p. c. de la cotisation d'avant guerre (5,000 liras).

Pour les années 1927 et 1928, l'assemblée générale tenue en 1926 a décidé de doubler les cotisations. Pour éviter cette augmentation, la Belgique devrait passer du 2^e au 1^{er} groupe des Etats adhérents et payer ainsi le minimum de cotisation (12,500 livres).

2^o Le représentant de la Belgique au sein du Comité permanent de l'Institut jouit, en sus des émoluments afférents à son grade (directeur général), d'une indemnité fixée à 25 francs-or par jour (son séjour à Rome ne peut pas dépasser 150 jours par an), ce qui représente une dépense annuelle maxima de 3,750 francs-or (environ 26,250 francs-papier au cours actuel).

Les frais de trois voyages (maximum) en 1^{re} classe, Bruxelles-Rome et retour, sont en outre alloués à notre délégué :

a) La suppression du délégué permettrait actuellement (1927) de réaliser une économie budgétaire d'environ 32,500 francs-papier (séjour 26,250, voyages 6,000 francs).

b) Le délégué doit être une compétence en matière d'agriculture. Un secrétaire d'ambassade qui ne serait pas ingénieur-agronome et qui, de plus, n'aurait pas été longtemps en contact avec l'agriculture nationale et internationale ne saurait jouer aucun rôle utile, et la Belgique perdrait ainsi le rang qu'elle occupe à l'Institut depuis 1908. Notre délégué est chargé de faire rapport trimestriellement au Ministre au sujet de toutes les innovations ou questions traitées à Rome par les réunions ou publications internationales agricoles et qui pourraient trouver utilement leur application en Belgique. Un attaché de légation non initié aux choses agricoles ne saurait remplir cette mission.

11^e QUESTION. — Art. 48. — Pourquoi ce crédit sera-t-il suffisant en 1927 ?

RÉPONSE. — Par suite de la diminution du personnel des laboratoires d'analyses.

12^e QUESTION. — Art. 50. — La Commission désirerait connaître la liste des

laboratoires agréés et le montant des subsides qui leur sont accordés.

RÉPONSE. — *Laboratoires d'analyses agréés par le Gouvernement pour l'analyse des engrais et substances agricoles :*

MM. Van Melckebeke, chimiste, à Anvers, avenue de France, 22 ;
Devos, chimiste, à Bruxelles, rue Hôtel-des-Monnaies, 54 ;
Broquet, chimiste, à Nivelles, rue de Charleroi, 24 ;
Alb. Meurice, chimiste, à Bruxelles, rue Simonis, 14 ;
Alliaume, directeur du laboratoire agricole, à Bruges, quai Long, 22 ;
Dumez, directeur du laboratoire agricole, à Roulers, rue du Sud, 23 ;
Castille, directeur du laboratoire communal de Saint-Nicolas ;
Thyes, chimiste, à Baesrode ;
Mirland, chimiste, à Mons, boulevard du Roi-Albert, 43 ;
Sébille, chimiste, à Mons, place du Béguinage, 15 ;
Ghiot, directeur du laboratoire annexé au collège d'Enghien ;
Forseilles, directeur du laboratoire annexé au collège Saint-Louis, à Waremmes ;
Kindt, directeur du laboratoire communal de Courtrai ;
Estienne, directeur du laboratoire annexé au collège Saint-Joseph, à La Louvière ;
Brasseur, directeur du laboratoire annexé à l'École d'agriculture, à Leuze ;
Le Directeur du laboratoire de l'École technique de Liège, à Liège, rue Grétry, 55.

Laboratoires subsidiés en 1926 :

Courtrai : 1,500 francs ;
Bruges : 6,000 francs ;
Roulers : 7,000 francs ;
Saint-Nicolas : 1,000 francs.

Stations subsidiées en 1926 :

Station agrologique à Hasselt : 9,500 francs ;

Station de contrôle de semences de Louvain : 6,000 francs.

Les subsides accordés aux Stations et aux laboratoires privés dispensent l'État de créer lui-même ces établissements et permettent de réaliser ainsi des économies très importantes.

13^e QUESTION. — *Art. 53.* — a) Comment se justifie la réduction de ce subside ?

b) La Commission désire connaître ce qui a été réalisé en matière de défrichement des terres incultes appartenant aux particuliers depuis 1921 ;

c) Quels sont les moyens qui ont été envisagés par la Commission spéciale constituée pour favoriser le défrichement des terres incultes ?

d) Quels sont les moyens actuellement employés ?

RÉPONSE. — a) La réduction de ce crédit peut se justifier par un besoin impérieux de compression des dépenses de l'État. Elle ne devrait être que temporaire, car elle est contraire à l'intérêt général qui réclame une augmentation de la production agricole et contraire à l'intérêt du Trésor lui-même parce que les subsides alloués ne sont en somme que des avances de fonds récupérés entièrement par le fisc au bout de trois ou quatre ans sous forme d'impôts nouveaux qui, après ce laps de temps, deviennent des revenus fixes qui s'augmentent occasionnellement des droits de mutation et de succession ;

b) Le tableau ci-dessous indique ce qui a été réalisé depuis mai 1921 en matière de défrichement des terres incultes appartenant aux particuliers et aux communes :

Particuliers :		hect.	a.	c.
1921 :	422 défrichements subsidés			
	ayant porté sur	4027	78	52
1922 :	801 id.	1638	98	00
1923 :	978 id.	1625	20	08
1924 :	1016 id.	1634	90	41
1925 :	1128 id.	1863	46	40
1926 :	898 id.	1703	20	04
		5243	9493	53 45

Soit, en moyenne, 1^h82 par défrichement.

Communes :

1922 :	1 défrichement subsidé	
	ayant porté sur	115 00 00
1923 :	1 id.	11 36 10
1925 :	2 id.	9 39 00
	4	135 75 10

c) La Commission spéciale chargée de rechercher les moyens de promouvoir la mise en valeur agricole des terres incultes a étudié le problème à résoudre sous ses principaux aspects. Elle avait décidé de se renseigner auprès des principaux intéressés des régions incultes et elle avait chargé de l'enquête M. Van Elst, agronome principal honoraire de l'État, spécialiste en matière de défrichement. Cette enquête n'a pu avoir lieu à cause du décès de M. Van Elst, qui n'a pu jusqu'ici être remplacé.

D'autre part, le projet de constitution d'une société ou de groupements pour la mise en valeur des terres incultes, qui semblait être l'objectif spécial de la Commission, s'est butté à des difficultés diverses d'ordre financier, notamment, qui existent encore à l'heure actuelle.

d) Le Département a donc dû s'en tenir aux moyens dont il a disposé jusqu'à présent : c'est-à-dire l'octroi de subsides pour les défrichements dont les devis ont été dressés et les travaux contrôlés par les agronomes de l'État.

Pour 1927, par suite de la réduction des crédits à 150,000 francs, les subsides habituels devront être diminués de 50 p. c. au moins par hectare.

14^e QUESTION. — *Art. 54.* — La Commission demande si l'Administration a envisagé la possibilité de transférer le Jardin Botanique soit au Département des Sciences et des Arts, soit à l'administration communale sur le territoire de laquelle il se trouve.

RÉPONSE. — La question du transfert du Jardin Botanique de l'État au Département des Sciences et des Arts a été envisagée.

Le régime actuel a paru le plus conforme au rôle de cet établissement et aux vues de ses fondateurs.

Le Département n'a été saisi d'aucune demande de transfert à l'Administration communale.

15^e QUESTION. — *Art. 59.* — La Commission désirerait connaître le montant des recettes effectuées par le service phytopathologique.

RÉPONSE. — A cette date, le montant des sommes versées au Trésor pour 1926 est d'environ 33,000 francs. Le total pour l'exercice s'élèvera vraisemblablement à 50,000 francs environ.

16^e QUESTION. — *Art. 61.* — Quelles sont les raisons des économies proposées?

RÉPONSE. — L'impérieuse nécessité d'équilibrer le budget de l'Etat.

17^e QUESTION. — *Art. 67.* — Quelles sont les raisons des économies proposées?

RÉPONSE. — L'impérieuse nécessité d'équilibrer le budget de l'Etat.

18^e QUESTION. — *Art. 68.* — Quelles sont les raisons des réductions proposées?

RÉPONSE. — L'impérieuse nécessité d'équilibrer le budget de l'Etat.

19^e QUESTION. — *Art. 76.* — Sur quoi porte l'économie prévue?

La Commission estime que la réduction est néfaste parce qu'elle va retarder le reboisement des terres incultes.

RÉPONSE. — Depuis 1847, il est inscrit au budget de chaque année un crédit d'un import variable destiné à rembourser aux communes et aux établissements publics une partie des frais de boisement de terrains incultes, de restauration de bois ruinés et de travaux exceptionnels d'amélioration forestière.

Le projet de budget de 1927 prévoyait un crédit de 200,000 francs en réduction de 50,000 francs sur l'allocation de 1926 elle-même réduite d'office, après le vote par les Chambres, de 250,000 à 200,000 francs.

La somme inscrite a été ramenée par M. le Premier Ministre à 100,000 francs de sorte que les subsides à liquider du chef de travaux exécutés ne pourront qu'être inférieurs au montant des promesses faites au moment de l'approbation des devis et que celles-ci ne pourront être tenues.

Depuis 1886, l'étendue des terrains incultes et de sols forestiers dégradés, mis en valeur grâce à l'intervention de l'Etat, atteint environ 40,000 hectares.

Il importe de faire remarquer que, en la matière, les subsides du Gouvernement ne servent pas à des travaux somptuaires ou simplement utiles mais à la création de richesses nouvelles, à la production d'une matière de première nécessité, ce qui a réduit et réduira d'autant les grosses quantités de bois que nous demandons à l'étranger pour couvrir les besoins de la consommation nationale.

Les importations de 1922 étaient de 387,000,000 francs, celles de 1923 de 526,000,000 francs et celles de 1924 de 760,000,000 francs, ces dernières comportant un volume total de 2,760,000 mètres cubes. Abstraction faite de la dévalorisation de notre monnaie, il est facile de se rendre compte de l'allure constamment croissante des valeurs importées.

Le but de l'intervention du Gouvernement est encore de mettre en valeur des terrains improductifs ou des fonds forestiers épuisés; la force de persuasion seule ne suffit pas pour décider les administrations des communes et des établissements publics propriétaires à entreprendre ou à poursuivre l'œuvre du boisement. Elles sont en effet trop souvent éphémères et les revenus des sommes dépensées sont toujours à longue échéance.

Supprimer l'intervention gouvernementale serait arrêter la création de nouveaux bois ou la restauration des anciens; la diminuer serait, en fait, réduire proportionnellement la production intérieure et laisser ou remettre à la lande une grande étendue de terres

inaptes à toute autre chose que la culture forestière.

J'ajoute que le boisement de terrains nus constitue en somme une prime d'assurance contre les inondations trop fréquentes depuis quelques années.

20^e QUESTION. — *Art. 78.* — *a)* La Commission demande la décomposition de cette réduction.

RÉPONSE. — *Pisciculture.* — Matériel. Repeuplement des cours d'eaux. Améliorations piscicoles. Sauvetage de poissons en cas de baisse d'eau ou de pollution. Impression des permis de pêche. Aménagement et entretien de baraquements pour gardes-pêche : 87,000 francs en 1926, réduits temporairement et par nécessité supérieure de compression à fr. 67,000

Chasse. — Répression du braconnage de chasse et de pêche, gratifications pour services spéciaux et de nuit. Brigade mobile. Indemnités pour contrôle et organisation de la surveillance. Essais d'acclimatation et de repeuplement. Protection des oiseaux insectivores. Dépenses diverses : 139,500 francs en 1926; réduits temporairement et par nécessité supérieure de compression (budget 1927) à 99,500
 ————
 Total, fr. 166,500

21^e QUESTION. — *b)* N'y aurait-il pas lieu de demander une augmentation de l'intervention des communes dans la surveillance des propriétés boisées et soumises au régime forestier ?

RÉPONSE. — Cette augmentation des frais de régie et de gardiennat, remboursés par les communes à l'Etat, est nécessaire et justifiée; mais elle ne peut qu'influencer favorablement le budget des recettes de l'Etat. Elle est sans répercussion sur les crédits de l'article 78, qui se rapportent au pays entier, plaines et bois (sauf les bois des particuliers en ce qui concerne la chasse).

Il convient de remarquer que les crédits de l'article 78 sont nécessaires pour assurer les importants revenus (une quinzaine de millions) qu'encaisse l'Etat sur la chasse et la pêche.

Au surplus, les crédits de l'article 78, même non réduits, sont de beaucoup inférieurs à ce qui a été promis par le Gouvernement aux pêcheurs et aux chasseurs dans l'Exposé des motifs des projets de loi instituant ou relevant les prix des permis de pêche et de chasse.

22^e QUESTION. — *Eaux et Forêts.*

Question générale. — Quelles sont les sommes dépensées effectivement en 1926? Si les dépenses sont moins élevées que les sommes votées par le Parlement, dans quelle mesure et pourquoi ces réductions ?

RÉPONSE. — L'exercice 1926 n'est pas clôturé mais on peut prévoir dès maintenant que les économies ci-après seront réalisées sur le budget de l'exercice 1926 :

a) Budget ordinaire.

Art. 77 (art. 74 de 1927). — Crédit de 85,000 francs, dépense prévue : 80 mille francs.

Réduction imposée par le Ministre des Finances.

Art. 78 (litt. *a, b, c* (partie) et *d* de l'article 75 de 1927). — Crédit de 1,150,800 francs, dépense prévue : 1 million 36,800 francs.

Réduction de 114,000 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

Art. 79 (art. 76 de 1927). — Crédit de 250,000 francs, dépense prévue : 200,000 francs.

Réduction de 50,000 francs, imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

Art. 80 (art. 77 de 1927). — Crédit de 26,000 francs, dépense prévue : 21 mille 200 francs.

Réduction de 4,800 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

Art. 81 (art. 78 de 1927). — Crédit de 226,500 francs, dépense prévue : 200,000 francs.

Réduction de 26,500 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

b) Budget extraordinaire.

Art. 27 (partie litt. c de l'art. 75 de 1927). — Crédit de 400,000 francs, dépense prévue : 390,500 francs.

Réduction de 9,500 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

Art. 28 (litt. f de l'art. 75 de 1927). — Crédit de 200,000 francs, dépense prévue : 5,000 francs.

Réduction de 195,000 francs dont réduction de 180,000 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

Art. 29 (litt. e de l'art. 75 de 1927). — Crédit de 200,000 francs, dépense prévue : 192,000 francs.

Réduction de 8,000 francs imposée, en cours d'exercice, par le Comité du Trésor.

N. B. — Les articles 27, 28 et 29 de l'extraordinaire 1926 ont été fusionnés

avec l'article 75 du budget ordinaire 1927.

Aucune économie n'est prévue sur les autres articles du budget de l'Administration des Eaux et Forêts.

23^e QUESTION. — Voirie communale.

Question générale.

RÉPONSE. — Les crédits prévus pour le service de la voirie communale en 1926 ont été complètement utilisés. Il est regrettable que, par suite de la compression générale, les crédits ne puissent être majorés en proportion de l'augmentation du coût des travaux.

24^e QUESTION. — Art. 79. — Où en est la question des wateringues ?

Quels sont les subsides en vue pour 1927 ?

RÉPONSE. — Par suite de la compression des dépenses le personnel du service de l'hydraulique agricole qui est chargé d'étudier les projets de wateringues sera plutôt réduit que renforcé; ce qui ne pourra que retarder encore l'examen des demandes. Les crédits proposés pour travaux d'amélioration à exécuter en 1927 sont les mêmes que pour l'exercice écoulé.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1927

Verslag uit naam der Commissie van Landbouw, belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1927.

(Zie n^r 5-VIII van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BARON RUZETTE, voorzitter; DE COCK DE RAMEYEN, BARON DE MOFFARTS, LEURQUIN, MULLIE, BARON VAN ZUYLEN en LIMAGE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De bespreking der Begrooting van Landbouw verschaft ieder jaar aan de Parlementsleden, die daarin belang stellen, de gelegenheid om de bijzondere aandacht der Regeering te vestigen op het belang van den landbouw, beschouwd in zijne betrekkingen tot het land, onder economisch, maatschappelijk en financieel opzicht.

Lang reeds hebben zij met statistieken bewezen dat van al de takken van 's lands bedrijvigheid de landbouw op de eerste plaats komt door de macht zijner voortbrengst, door de belangrijkheid zijner kapitalen en door de overwegende rol die hij speelt in de algemeene economie van het land, zoowel onder opzicht der bevoorrading van de bevolking als der handelsbalans.

De verslaggever der begrooting heeft het overbodig geoordeeld langer te blijven stilstaan bij reeds bekende zaken en nogmaals al die cijfers, al die gegevens aan te halen om eens te meer de juistheid te doen uitschijnen van deze economische waarheid, die zonneklaar is : Een voorspoedige landbouw is de rijkdom van een land.

En toch vindt men nog op onze dagen, zelfs in de hooge kringen, talrijke per-

sonen, die ofwel misleid door valsche economische begrippen, ofwel door vooroordeelen verblind of door persoonlijke belangen geleid, dermate van de waarheid afwijken dat zij beweren den landbouw op het achterplan te schuiven en hem halsstarrig blijven beschouwen als hulpkracht van handel en nijverheid.

Heeft de heer Hannecart, algemeen bestuurder van den handel, een man die zeer goed op de hoogte moet zijn van de algemeene economie van het land, niet in een voordracht over den economischen toestand van België, in aanwezigheid van den Koning, over de nijverheid en den handel gesproken, zonder in 't minst van den landbouw te gewagen ? Hebben wij niet ministers hooren zeggen dat wij voor 15 t. h. landbouwers, 42 t. h. nijveraars hebben; dat de landbouw slechts voor 25 t. h. telt in de voeding van het land, terwijl hij er ten minste voor 75 t. h. bij in aanmerking komt ?

Dat verkeerd begrip leidt fataal tot een politiek die, hoewel niet zuiver tegen den landbouw, er toch toe bijdraagt maatregelen te dulden die den noodlottigen uitslag hebben de uitbreiding van de landbouwvoortbrengst te hinderen en diensvolgens zeer schadelijk te zijn voor de belangen van het land.

Het is waarschijnlijk ook aan die opvatting dat wij de uitsluiting te wijten hebben waarvan de landbouw al te dikwijls het slachtoffer is bij de keuze der leden die de organismen of commissiën samenstellen en wien de leiding der algemeene belangen van het land wordt toevertrouwd. Dit was nog onlangs het geval voor de in den *Moniteur* verschenen samenstelling van de groote commissie voor den uitvoer.

De nijverheidswereld telt er talrijke afgevaardigden en de landbouw is er alleenlijk in vertegenwoordigd door den heer Parein, voorzitter van den Boerenbond, terwijl naar alle verhouding de landbouw stellig recht had op verscheidene vertegenwoordigers.

De Commissie meent nogmaals te moeten protesteeren tegen dit onrecht en volgens haar ware het te wenschen dat in den schoot der commissiën naast vertegenwoordigers van nijverheid en arbeid, ook afgevaardigden van den landbouw zouden zetelen.

* *

Het scheen ons van belang voor elk ministerie na te gaan, in verhouding tot de algemeene begrooting, wat het procent was vertegenwoordigd door de voor elk hunner gevraagde som.

Het geldt natuurlijk de gewone begrooting.

BEGROOTINGEN.	Credieten aangevraagd voor 1927.	Tenhonderd in de globale begrooting,
Dotatiën	16,654,272	0,75 t h.
Justitie	200,869,192	8,78 »
Buitenlandsche Zaken .	51,095,456	2,23 »
Binnenlandsche Zaken .	46,177,172	2,02 »
Kunsten en Wetenschappen	569,974,592	24,92 »
Landbouw	53 546,344	2,54 »
Openbare Werken . . .	121.190,732	5,30 »
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg . . .	204,534,653	12,88 »
Kolonien	6,943,041	0,30 »
Landverdediging . . .	597,616,819	26,13 »
Gendarmerie	91,672,401	4,00 »
Financiën	137,263,424	10,37 »

Om deze tabel aan te vullen zou men een vergelijking moeten maken van het procent der bijdrage van den landbouw in de algemeene ontvangsten. Wij zijn er niet in geslaagd de noodige gegevens samen te brengen om dit procent te berekenen.

De credieten aangevraagd voor de landbouwbegrooting voor 1927 bedragen 14,618,894 frank meer dan in 1926, met inbegrip van de buitengewone uitgaven; deze bedragen 16,106,705 frank meer.

De gewone uitgaven bedragen dus 2,672,045 frank minder en zoo men rekening houdt met den overgang van het Ministerie van Economische Zaken naar het Ministerie van Landbouw die aan dit laatste een overlast van 743,000fr oplegt, dan komt men tot een werkelijke vermindering van 3,415,045 frank.

Een merkelyk deel van deze vermindering slaat op de artikelen overgenomen in Hoofdstuk III en die den landbouw aanbelangen : 1,679,240 frank; voor het landbouwwonderwijs vallen 790,245 frank weg; voor den tuinbouwdienst 165,060 fr.

Aan alwie zonder vooringenomenheid oordeelt, schijnt de begrooting van het Ministerie van Landbouw in haar geheel opgevat en opgemaakt te zijn met het uitsluitend doel van bezuiniging tot het uiterste toe. Men schijnt de noodzakelijkheid en de ernstige redenen uit het oog verloren te hebben die voorheen, in 1884, de uitvoere de macht er toe brachten een Ministerie van Landbouw te stichten, een nieuw Departement, bijzonder belast bij de regeering de veelzijdige vraagpunten betreffende den landbouw te verdedigen. Brengen wij het, in 't voorbijgaan, die hulde. Doordringen van het belang der opdracht die het te vervullen heeft, heeft dit Ministerie tot dusver met groote verdienste deze taak volbracht. Het deed het modern landbouwwonderwijs doordringen tot in de meest afgelegen dorpen en stelde derwijze de landbouwers, groote en kleine, in staat de nieuwe bebouwingsmethoden, uit de landbouwwetenschap gesproten, na te

gaan en in te voeren. Het verwekte de inrichting van groepeerings, teeltverenigingen, verzekering, melkerijen, coöperatieven en syndikaten van allen aard. Het vergemakkelijkte het privaat initiatief en moedigde het aan in de uitwerking van zijn streven.

Ter beschikking van deze instellingen, om haar met raad en daad bij te staan, stelt het een korps ambtenaren aan bestaande uit technici van eerste gehalte. Ten slotte wakkerde het de bedrijvigheid en den wedijver in den schoot van deze organismen aan, door de toekenning van toelagen.

Deze naar onze meening gelukkige en zuinige politiek, steunend op het privaat initiatief, en dit laatste aanmoedigend, leidend en bevorderend, bewees overgrootte diensten aan het land. Dank daaraan, en gesteund door den schranderen en volgehouden arbeid onzer moedige boeren, is België erin geslaagd een eervolle plaats in te nemen onder de meest productieve landbouwlanden der wereld. Dit schijnen de openbare besturen te hebben vergeten.

Ziehier het bewijs :

Steunend op de wenschen van de Nationale Commissie voor de bevordering der landbouwproductie en, wilende haar werk volmaken, had het Departement van Landbouw beslist een deel der braakliggende gronden te ontginnen wier uitgestrektheid in België nog te groot is. In de lijn zijner politiek had het, vóór enkele jaren, toelagen verleend aan het privaat initiatief dat, economisch gesproken, alleen in staat was de braakliggende gronden te ontginnen. De regeering schijnt van deze voordeelige politiek te willen afzien, stelt de afschaffing der credieten voor en acht deze bezuiniging gegrond onder voorwendsel dat dergelijke ontginning alleen aan den eigenaar ten goede komt, zonder er zelfs aan te denken dat de toegekende toelage een hoogst renderende uitgave is.

Wij houden ons dan ook overtuigd dat, in den loop der bespreking van de begrooting van landbouw, collega's in den Senaat, ondanks de inlichtingen door het Departement van Landbouw verstrekt in antwoord op de vraag betreffende artikel 53, het belang van dit vraagstuk zullen doen uitschijnen ten opzichte van de binnenlandsche landbouwvoortbrengst, het nationaal bezit en het belang van de Schatkist.

Ten aanzien van de strenge besnoeiing, voorgesteld op de begrooting aan haar onderzoek voorgelegd, is de Commissie van Landbouw, terecht ongerust, zoo vrij de aandacht van heel de Regeering, en bijzonder van den Minister van Landbouw, te vestigen op de noodlottige gevolgen die dergelijke maatregelen zouden kunnen na zich slepen. De dringende noodwendigheid de Staatsbegrooting evenwichtig te maken, de mogelijke bezuinigingen, meer schijnbaar dan echt, op de begrooting van Landbouw, zijn geen voldoende redenen om een vermindering of een afschaffing te billijken van credieten aan organismen die zelf bronnen zijn van groote opbrengst.

Nemen wij als voorbeeld artikel 23 van de Begrooting, dat slaat op de teelt onzer huisdieren. Wij vinden er een vermindering van 541,000 frank met deze opmerking : « geen enkele toelage zal verleend worden aan de provinciën in uitvoering van de provinciale verordeningen voor de verbetering der paarden-, runderen- en varkensrassen ». Om dergelijke besnoeiing voor te stellen of te dulden moet men onwetend zijn van de rol van de veeteelt in de economie van een land.

*
* *

In een studie in 1922 uitgegeven door den heer Schreiber, den uitstekenden directeur-generaal bij het Ministerie van

Landbouw, wordt de waarde onzer huisdieren als volgt geraamd :

Paardenras . . . fr.	536,520,500
Runderras	2,158,827,900
Varkensras	791,991,630
Totaal. . fr.	3,487,340,030

Steunende op dezelfde gegevens en rekening houdende van de inzinking onzer munt vanaf dit tijdperk tot heden, dan krijgt men voor 1926 een totale waarde voor de veeteelt van ongeveer 7 milliarden frank.

De meeste dezer producten zijn onmisbaar voor het onderhoud der Belgische bevolking, en elke verhooging der productie verbetert onze handelsbalans. Het ligt dus in ons belang dat deze productie zoo hoog mogelijk weze, zoo in hoeveelheid als in hoedanigheid.

De openbare besturen hebben dit zoo wel ingezien dat zij te allen tijde in alle landen de landbouwers hebben bijgestaan om hun vak te verbeteren en uit te breiden.

De thans in onze provinciën geldige regeling streeft naar hetzelfde doel. Eenheid van opvatting was geboden. Staat en provincie hebben overleg gepleegd om eene gemeenzame actie te voeren, die tot uiting komt in de toepassing der provincieverordeningen. De provinciebesturen hebben het op zich genomen over de uitvoering derzelve te waken, mits de Staat uitdrukkelijk belove in de onkosten tusschen beide te komen voor een bedrag dat schommelt, volgens het soort dieren, van 50 tot 60 t. h. van de uitgave.

Hier geldt het eigenlijk geene toelage door de Regeering aan de provincies verleend, doch veel meer een aandeel in de onkosten, waartoe eene gemeenzame actie aanleiding geeft. Deze werkmethode, die gekenmerkt is door eene betere aanpassing aan de economische noodwendigheden van iedere streek, heeft tot uitstekende uitslagen geleid met zeer geringe onkosten. De open-

bare besturen in België hebben afgezien van stoeterijen en fokstations en hebben hun voorkeur gegeven aan een meer economisch stelsel, dat er in bestaat hulp te verleen aan het privaat initiatief, dat zijn proeven heeft geleverd. Zooals wij er reeds herhaaldelijk hebben op gewezen, volstaat het in herinnering te brengen dat onze zware trekpaarden, die als de beste aanzien worden, alom befaamd zijn.

Het bedrag, dat men ons voorstelt uit te sparen op artikel 23, littera a : « Uitvoering der provincieverordeningen betreffende het verbeteren van paarden-, runder- en varkensrassen », bedraagt 476,000 frank. Zoo men dit cijfer vergelijkt bij de opbrengst van 10 milliard 113,286,000 frank, waarop het zijn invloed moet doen gevoelen, stelt men vast dat de bezuiniging minder dan 5 centiem per 1,000 frank produkten vertegenwoordigt.

Om deze onbeduidende uitgave af te schaffen, moet de Staat afzien van de weldoende actie, die hij steeds over dezen belangrijken tak der landbouwvoortbrengst heeft uitgeoefend.

Van den anderen kant, indien sommige provinciën door het voorbeeld der Regeering aangespoord, op hare beurt geen belang meer stellen in de veeteelt, dan zal deze aan zichzelf worden overgelaten en zal het haar mangelen aan richtsnoer en eenheid van zienswijze zooals vóór honderd jaar. Aldus zouden wij gevaar loopen in enkele jaren de vrucht eener eeuw arbeid en moeite te verliezen. Voor de toekomst onzer teelt, mag en moet de Regeering er de hooge leiding van bewaren, zooniet zal de methodische en rationeele teelt van ons land eerlang te niet gaan. Trouwens in een land zooals het onze, waar de akkergronden met den dag versnipperd worden, zijn er gansche streken waar er geen enkel landbouwbedrijf meer bestaat, dat belangrijk genoeg is om onder economisch opzicht het kostbaar onderhouden van een volwassen fokdier te wettigen. Zoodra de houder van een

stier in het toenemen van het gewicht geen vergoeding meer vindt die opweegt tegen de onderhoudskosten, dan moeten deze volledig vergeld worden door de opbrengst van het dekgeld. Derhalve worden bijna al de fokstieren naar het slachthuis geleid, zoodra het wassen ophoudt. Tot nog toe hadden het Departement van Landbouw en de provinciën dit nadeel eenigszins verholpen met bewaringspremies voor volwassen fokdieren uit te loven. De afschaffing der credieten, voorzien voor deze wedstrijden van bewaringspremies, zal aan dezen toestand een einde stellen en aldus zal de vroegere gewoonte van de fokdieren al te vroegtijdig te slachten opnieuw in voege treden, vooral in de streken van de kleine landbouwbedrijven, tot groot nadeel voor de teelt.

Ten slotte, onder een ander opzicht, rijst eene nieuwe vraag. Begaat men geene groote onrechtvaardigheid met de credieten af te schaffen die noodig zijn om de schulden te betalen, door het Departement van Landbouw aangegaan ten opzichte der fokkers? Dit Departement, in overleg met de provinciën, richt wedstrijden in met geldpremies, waarvan sommige in verscheidene annuïteiten betaalbaar zijn. Premies en annuïteiten zijn slechts betaalbaar nadat de eigenaars der dieren deze opnieuw doen verschijnen voor de jury het jaar dat volgt op dit, tijdens hetwelk de premie werd toegekend of hernieuwd. Talrijke fokkers hebben al de voorgeschreven voorwaarden vervuld, en wanneer het er op aankomt te betalen verklaart de Staat dat de financiële toestand van het land hem niet toelaat zijne verbintenissen na te komen. Zoo deze handelwijze onder wettelijk opzicht zelfs kon gewettigd worden, dan zou zij niettemin zeer onrechtvaardig blijven, omdat het een uitzonderingsmaatregel geldt, waardoor enkel zou getroffen worden een gering aantal personen jegens dewelke de Staat eene schuld heeft aangegaan. Wij wenschen vurig te vernemen hoe de Minister dezen toestand beoordeelt.

Uit het voorgaande moet men besluiten dat het niet zonder gevaar is het nuttige en vruchtbare werk te zien ondermijnen en gevaar te doen loopen dat ondernomen en voortgezet werd door de verschillende ministers die tot heden aan het hoofd hebben gestaan van het Departement van Landbouw. Zij mogen terecht fier zijn over den verkregen uitslag en aanspraak maken op de erkentelijkheid van de landbouw-wereld.

Uit de ontleding van al deze beschouwingen zou men echter niet moeten besluiten dat de Commissie voor den Landbouw stelselmatig het onderzoek van elke gedachte tot inkrimping van de begrooting zou weigeren.

Zij is er zich van bewust dat de landbouwers evenzeer als de andere Staatsburgers de gevolgen van 's lands groote penitentie moeten en kunnen dragen. Zij zijn bereid zich eraan te onderwerpen op voorwaarde dat de strafmaatregel algemeen en de verdeling billijk zij. De Commissie voor den Landbouw verklaart besloten te zijn zich bij de bespreking van de overige begrootingen te verzetten tegen elke strekking die zou doen veronderstellen dat sommige begrootingen niet de gevolgen van een dringende besnoeiing zouden hebben ondergaan, en die in haar toepassing dezelfde moet zijn voor alle diensten.

Buiten de credieten bestemd voor de teelt, heeft de Commissie ook haar aandacht gewijd aan de vermindering van 822,000 frank voorgesteld bij hoofdstuk III, artikel 12, dat slaat op de gezondheidspolitie van onze huisdieren. Zij is ongerust als zij de noodlottige gevolgen overweegt die een te groote credietvermindering zou kunnen naslepen. De ontoereikendheid zou een ernstig toezicht niet langer mogelijk maken en zou het vereischte wetenschappelijk onderzoek in den strijd tegen de veeziekten verlammen. De afschaffing van de vergoedingen voor dieren door miltvuur aangetast kan haar weerslag hebben op de veeteelt; het is

daarbij onbetwistbaar dat het een zeer ernstig gevaar is voor de gezondheid van den mensch, vooral wanneer het vleesch voortkomt van dieren aangetast van besmettelijk miltvuur. Het is bekend dat de bacterie van deze ziekte al haar aanstekelijkheid gedurende zeer lange jaren behoudt. Het is uit hoofde van dat gevaar en om de vernietiging van de lijken beter te verzekeren dat de vergoeding aan den eigenaar werd toegerekend. In het belang van de openbare gezondheid moet zij weder ingevoerd worden.

Bij artikel 50 meent de Commissie dat de voorgestelde vermindering van 10,000 frank een averechtsche bezuiniging is. De inkrimping van de toelagen zou de verdwijning van sommige private laboratoria en stations kunnen meesleepen, die merkwaardige diensten bewijzen en die soms onmisbaar geworden zijn. In dit geval zou de Staat den dienst der ontledingen moeten verzekeren en verplicht zijn zeer aanzienlijke sommen uit te geven om zelf gelijkaardige inrichtingen te stichten.

Als wij bij de voorstellen tot credietvermindering voor de teelt, de gezondheidspolitie, de laboratoria, de landbouwverenigingen, deze voegen voor het verbeteren van het zaad en het productief maken van onbebouwden grond, dan staan wij voor een complex voorstellen dat de Commissie besloten heeft op onverzettelijke wijze te bestrijden. Deze uiteraard renderende uitgaven zouden bij onze regeerders genade moeten gevonden hebben.

Overeenkomstig deze besluiten heeft de Commissie het voornemen amendementen in te dienen bij verschillende artikelen van de begroting.

Wij hopen dat de Senaat met onze besluiten zal instemmen en wij noodigen de Hooge Vergadering uit de amendementen, door de Commissie voorgesteld, te steunen. Hun verwerping zou voor gevolg kunnen hebben dat wij, misschien

binnen kort, tegenover talrijke ambtenaren van het Departement van Landbouw zouden staan, die wenschen den steun van hun toewijding en van hun goede diensten voort te verleen, doch die machteloos, zeggen wij haast nutteloos, zouden geworden zijn ten overstaan van een ontredderde, ontmoedigde landbouwwereld, die zich geslachtofferd oordeelt met zich ontszegd te zien, behalve in woorden, van de bezorgdheid der Regeering.

Dergelijke toestand zou niet alleen een gevaar opleveren waarvan de ernst in sociaal en economisch opzicht niet moet onderschat worden; de landbouwwereld zou kunnen moe worden beloften en verklaringen te aanhooren die den schijn hebben het nut van den landbouw te erkennen, doch die ongelukkig in de practijk uitkomen als een betreurenswaardige miskenning van zijn belangen.

Deze ongelukkige politiek, gevoegd bij de huidige economische voorwaarden, het schaarsch worden van akker- en weiland en dienvolgens de verhooging der pachtprizen, de verzwaring der fiscale lasten, het gebrek aan werkkrachten, zijn zooveel gegevens die onze landbouwers aanzetten hun arbeid en hun kapitalen over de grenzen te brengen in een gunstiger omgeving. Deze uitwijking kan slechts ten nadeele van ons land gebeuren en in het grootste voordeel van de vreemde natie.

Mogen deze enkele overwegingen de aandacht gaande maken van degenen die den last en de verantwoordelijkheid van 's lands bestuur dragen.

Het verslag werd door de aanwezige leden aangenomen.

De Verslaggever,

G. LIMAGE.

De Voorzitter,

Bon RUZETTE.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1927.

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

	BEDRAG der credieten per artikel.
<i>Art. 12.</i> — Den tekst weder in te voeren van littera <i>c</i> van het ontwerp van begrooting voor 1926 : « Schadeloosstellingen voor doode of geslachte en door miltvuur aangetaste runders », 50,000 frank. fr.	1,060,000
<i>Art. 23, littera a.</i> — Het crediet van 1926 te handhaven en aldus het crediet te brengen van 100,000 op 576,000 frank.	1,406,000
Littera <i>b.</i> — Het crediet van 7,500 frank af te schaffen.	
<i>Art. 28, littera b.</i> — Het crediet te handhaven van 1926 en aldus het crediet te brengen van 319,500 op 597,000 frank.	698,900
<i>Art. 41.</i> — Het crediet met 500,000 frank te verhoogen	1,958,500
<i>Art. 46, littera a.</i> — Het crediet van 1926 te handhaven betreffende het veredelen der zaaizaden (cultuurwedstrijden) 90,000 frank, de landbouwproefvelden en proefnemingen van veevoeden 361,000 frank	161,000
<i>Art. 50.</i> — De toelage van 1926 te handhaven, namelijk 10,000 frank aan de aangenomen en private laboratoria	50,000
<i>Art. 53.</i> — Het crediet van 1926 te handhaven en het te brengen van 150,000 op 450,000 frank	450,000
<i>Art. 58.</i> — De vermindering van 41,000 frank af te schaffen	58,000
<i>Art. 67.</i> — De vermindering van 35,000 frank af te schaffen	292,000
<i>Art. 68, littera c.</i> — De vermindering van 46,000 frank toegewezen aan het werk van het hoekje grond af te schaffen	146,000
<i>Art. 75, littera c.</i> — De vermindering van 180,000 frank af te schaffen	1,665,000
<i>Art. 76.</i> — Het crediet te verhoogen met 176,000 frank.	276,000

Vragen en Antwoorden.

1^{ste} VRAAG. — Welke sommen werden werkelijk uitgegeven in 1926 ? Indien de uitgaven minder bedragen dan de door het Parlement gestemde sommen, in welke mate was zulks het geval en waarom deze besnoeiingen ?

ANTWOORD. — In 1926 hebben de *teeltverenigingen* hetzelfde voorschot ontvangen als in 1925. Het juiste bedrag der toelage voor 1926 zal slechts worden uitbetaald nadat de provinciën en de teeltverenigingen hunne balans zullen hebben ingediend, namelijk in het begin van Januari aanstaande. Op de begrooting voor 1926, kon de voor de nationale premieën voorziene som, zegge 37,500 fr., niet worden verdeeld ingevolge eene beslissing van het Comité der Schatkist.

Op datum van 6 December jl., was er

een bedrag van fr. 605,629.10 uitbetaald op de 833,000 frank uitgetrokken op artikel 28 der begrooting voor 1926. Het dienstjaar is echter niet gesloten en de niet uitgegeven som zal slechts gekend zijn nadat hetzelfde afgesloten is.

2^e VRAAG. — *Art. 2.* — Hoeveel bedienden en ambtenaren werden er afgeschaft ?

ANTWOORD. — De getalsterkte van het personeel van het Departement van Landbouw is verminderd met 81 eenheden, vergeleken bij die van 30 Juni 1925.

Dit cijfer omvat definitieve ambtenaren en bedienden, die niet werden vervangen bij hun ontslag, pensionneering of overlijden, afgedankte daglooners,

tijdelijke bedienden afgedankt wegens
afschaffing van betrekking of dienst,
bedienden van verschillende catego-

rieën, wier tijdelijke opdracht is afge-
loopen, enz.

Zie bijzonderheden op bijgaande tabel:

AANDUIDING der diensten, instellingen en gestichten.	Getalsterkte van het personeel op 30 Juni		
	1925	1926	
Hoofdbestuur	143	136	— 7
Vroegere diensten	18	19	+ 1
Dienst van den Middenstand	21	21	
Quarantainestallen	51	15	— 36
Bijzondere dienst voor de herstelling der akkers in de verwoeste gewesten	3	2	— 1
Dienst voor herinzameling en verdeeling	5	7	+ 2
Zootechnische Rijksadviseurs	23	23	
Veeartsenijkundige toezichters van de Regeering	46	47	+ 1
School voor veeartsenijkunde	56	53	— 3
Rijkslandbouwgesticht, te Gemblours	28	28	
Rijkslandbouwgesticht, te Gent	20	16	— 4
Rijkslandbouwstation, te Gemblours	48	44	— 4
Rijkslaboratoria voor ontleding	40	40	
Rijkskruidtuin	8	8	
Tuinbouwkundige Rijksadviseurs	3	3	
Bijzondere plantenziektekundige dienst	36	36	
Practische middelbare tuinbouwschool van den Staat te Vilvoorde	5	5	
Rijkstuinbouwschool, te Gent	24	23	— 1
Hoogere Rijksnormaalschool voor landelijke huishoudkunde	56	56	
Reizend huishoudelijk landbouwonderwijs van den Staat	36	35	— 1
Rijksagronomen	15	14	— 1
Practische middelbare Rijkslandbouwschool, te Hoei	807	778	— 29
Ambtenaren, bedienden en aangestelden van Waters en Bosschen	37	39	+ 2
Landbouwkundige hydraulische dienst			
	1,529	1,448	— 87
			+ 6

Minder : 81

Bovenstaande gegevens toonen eene
vermindering aan van 81 eenheden.

In feite hebben, van 30 Juni 1925 tot
30 Juni 1926, 87 bedienden de diensten
van het Ministerie van Landbouw ver-
laten en 6 nieuwe werden aangeworven.

De cijfers der tabel omvatten niet
alleen de aangestelde ambtenaren en
bedienden, de tijdelijke, bestendige of
seizoenbedienden, alsmede al de per-
sonen — zooals de docenten en andere —
die te eenigerlei titel door het Departement worden bezoldigd; zij omvatten
bovendien andere reeksen personen, die
geenerlei bezoldiging ontvangen, zooals
de boventallige wachters van Waters
en Bosschen, bij voorbeeld.

Er dient opgemerkt dat er, onder deze
onderscheiden reeksen personen, enkele
zijn die in de toelichtingen der be-
grootingen niet opgesomd zijn.

3^e VRAAG. — Art. 12. — a) De Com-
missie verzoekt om wettiging der credietverminderingen, bij dit artikel voorzien. Zij vreest dat het Departement uit
dien hoofde niet meer voldoende zal
gewapend zijn onder opzicht van den
gezondheidstoestand van het land. Zij
wenscht onder meer te weten hoe kan
gewettigd worden de afschaffing van
het crediet van 50,000 frank, vroeger
voorzien voor de door miltvuur aange-
taste dieren.

Met verwondering heeft de Commissie in de toelichting gelezen dat er « voor 1927 geenerlei toelage wordt verleend voor het opzoeken van nieuwe serums ». Zij verlangt te weten welke de draagwijdte van dezen tekst is;

b) De Commissie wenscht het bedrag te kennen van de ontvangsten van den veeartsenijkundigen gezondheidsdienst.

ANTWOORD. — a) Bij artikel 12 van het ontwerp van begrooting voor 1927, werd het crediet verminderd onder de gebiedende noodzakelijkheid de algemeene begrooting met een boni te sluiten.

Zoo het toekennen van vergoedingen in geval van verlies, veroorzaakt door tering van runders en zwijnen, een zeker nut had, kan men echter niet beweren dat die premies onontbeerlijk waren. Ingesteld naar aanleiding eener landbouwcrisis als een middel tot aanmoediging voor de inrichtingen tot verzekering van vee, kunnen zij thans zonder groot bezwaar geschorst worden, terwijl het Departement zich voorbehoudt wederinvoering derzelve aan te vragen, wanneer de omstandigheden het zullen toelaten.

De afschaffing der vergoedingen wegens verlies van runders, door miltvuur aangetast, is insgelijks geboden wegens de noodzakelijkheid de Staatsuitgaven in te krimpen. Gezien hun gering bedrag (125 frank voor een volwassen dier en 62 frank voor een rund zonder tanden van volwassen dieren), zou de afschaffing dezer vergoedingen geen ernstigen weerslag kunnen hebben op de dierenvoortbrengst. In elk geval, het Departement van Landbouw waakt over het behoud van onzen veestapel door gepaste maatregelen van gezondheidspolitie die door de bij artikel 12 voorziene verminderingen van uitgaven niet kunnen worden geschaad.

De woorden : « In 1927 zal er geenerlei toelage worden verleend voor het opzoeken van nieuwe serums », werden in de toelichting der begrooting gelascht, om het wegvallen te wettigen van het

woord « toelage », wiens handhaving onder littera d van artikel 12 geen reden van bestaan meer had. Immers de uitgaven betreffende het opzoeken van nieuwe serums kunnen gedekt worden zonder toekenning van toelagen, sedert dat bedoelde opzoekingen behooren tot de bevoegdheid van het veeartsenijkundig laboratorium, wiens werking wordt verzekerd door het crediet voorkomende onder littera f ;

b) De ontvangsten der gezondheidsdiensten bedroegen, in 1925, 1 miljoen 390,400 frank; van 1 Januari tot 30 October 1926 hebben zij 1,253,600 frank opgebracht.

4^e VRAAG. — Art. 23. — De Commissie wenscht de verdeling te kennen der toelagen verleend aan de verschillende paardenwedstrijden.

ANTWOORD. — Toelagen aan de provinciën verleend voor de uitvoering der provincieverordeningen. Aankoop van medaljes en lintjes . . . fr. 50,000 »

Aan de Koninklijke maatschappij « Het Belgisch trekpaard » 110,000 »

Aan de « Société royale hippique » 10,000 »

Aan de « Société royale d'encouragement de l'élevage du cheval d'armes ». 2,500 »

5^e VRAAG. — Art. 32. — Waarin bestaan de in dit artikel bedoelde bezuinigingen?

ANTWOORD. — Deze bezuinigingen slaan vooral op de vermindering der benodigdheden voor de leerstoelen en de laboratoria. Op te merken valt dat deze « gedwongen » bezuinigingen (wegens uitzonderlijke omstandigheden) niet lang zullen kunnen worden gehandhaafd zonder gevaar op te leveren het onderwijs merkelijk te schaden.

6^e VRAAG. — Art. 38. — Waarin bestaan de in dit artikel bedoelde bezuinigingen?

ANTWOORD. — De vorige jaren werd het voorziene crediet niet uitgegeven, daar het Departement zich zeer spaarzaam toont in het verleen van hulp-gelden.

Een zeker bedrag is echter noodig voor de eventueele toepassing der besluiten of onderrichtingen betreffende de vergoedingen wegens geboorte, overlijden of verplaatsingen.

7^e VRAAG. — Art. 39. — De Commissie verzoekt om enkele ophelderingen betreffende de bij dit artikel voorziene verhooging.

ANTWOORD. — De verhooging van crediet is te wijten aan de verhooging van den prijs der forfaitaire reiskaartjes, afgeleverd door het Beheer van Spoorwegen aan het Departement, hetwelk ze volgens de noodwendigheden van den dienst ter beschikking der bedienden stelt. Dit artikel omvat de vergoedingen wegens reiskosten.

8^e VRAAG. — Art. 40. — Waarin bestaan de in dit artikel bedoelde bezuinigingen?

ANTWOORD. — Met het oog op de besnoeiing der uitgaven werden de credieten van dit artikel verminderd. De bezuiniging zal hierin bestaan dat de aankopen, vereischt voor de werking der rondreizende landbouwhuishoudscholen, tot een streng minimum zullen beperkt worden.

9^e VRAAG. — Art. 46. — De Commissie wenscht de redenen te kennen om dewelke de toelagen van 80,000 frank op 46,000 frank werden gebracht.

ANTWOORD. — Bedoelde cijfers dienen verbeterd en te worden gebracht op 90,000 frank en 36,000 frank.

Wegens bezuiniging en volkomen tijdelijk heeft het beheer :

a) De toelagen van 90,000 frank afgeschaft om het gebruik en de voort-

brengst, in het land, van veredeld zaaizaad aan te moedigen door de inrichting van negen provinciale cultuurprijskampen ;

b) De uitgaven verminderd voor het aanleggen van landbouwproefvelden (36,000 frank).

*Internationaal Landbouwinstituut
te Rome.*

10^e VRAAG. — Art. 47. — De Commissie verlangt te weten hoeveel bedragen :

1^o De jaarlijksche bijdrage van België ;

2^o De onkosten waartoe de aanwezigheid van zijn vertegenwoordiger te Rome aanleiding geeft.

De Commissie vraagt insgelijks :

a) Welke bezuinigingen zouden verwezenlijkt worden door de afschaffing van den afgevaardigde bij het Bestendig Comité van het Internationaal Landbouwinstituut ;

b) Welke bezwaren de vervanging van dezen afgevaardigde door een gezantschapssecretaris te Rome zou opleveren?

ANTWOORD. — 1^o Daar België te Rome staat ingeschreven bij groep 2, was zijne jaarlijksche bijdrage tot in 1926 vastgesteld op 12,500 liras, zegge 250 t. h. der vooroorlogsche bijdrage (5,000 liras).

Voor de jaren 1927 en 1928 heeft de in 1926 gehouden algemeene vergadering besloten de bijdragen te verdubbelen. Om deze verhooging te vermijden zou België moeten overgaan van de tweede naar de eerste groep en aldus de minimumbijdrage (12,500 liras) betalen.

2^o De vertegenwoordiger van België in den schoot van het Bestendig Comité van het Instituut geniet, buiten de aan zijnen graad (directeur-generaal) verbonden wedde, eene vergoeding vastgesteld op 25 goudfrank per dag (zijn verblijf te Rome mag niet 150 dagen per

jaar overtreffen), hetgeen eene jaarlijksche maximum-uitgave van 3,750 goudfrank (ongeveer 26,250 papierfrank aan den huidige wisselkoers) vertegenwoordigt.

De onkosten van drie reizen (maximum) in eerste klasse, Brussel-Rome en terug, worden bovendien aan onzen afgevaardigde vergoed.

a) De afschaffing van den afgevaardigde zou thans (1927) toelaten op de begroting eene bezuiniging te verwezenlijken van ongeveer 32,500 papierfrank (verblijf : 26,250 fr., reizen : 5,000 frank);

b) De afgevaardigde moet eene competentie zijn op landbouwgebied. Een gezantschapssecretaris die geen landbouwkundig ingenieur zou zijn, en die bovendien niet lang in aanraking zou zijn geweest met den nationalen en internationalen landbouw, zou geen nuttige rol kunnen spelen en aldus zou België den rang verliezen dien het sedert 1908 in het Instituut bekleedt. Onze afgevaardigde is gelast om de drie maand verslag uit te brengen bij den Minister betreffende al de nieuwigheden of vraagstukken die te Rome worden behandeld in de vergaderingen of internationale landbouwtijdschriften, en die met nut in België zouden kunnen worden toegepast. Een gezantschapssecretaris die niet vertrouwd is met de landbouwzaken, zou deze opdracht niet kunnen vervullen.

11^e VRAAG. — Art. 48. — Waarom zal dit crediet volstaan in 1927 ?

ANTWOORD. — Wegens de vermindering van het personeel der ontledingslaboratoria.

12^e VRAAG. — Art. 50. — De Commissie verlangt de lijst der aangenomen laboratoria te kennen alsmede het bedrag der hun verleende toelagen.

ANTWOORD. — *Ontledingslaboratoria door de Regeering aangenomen voor*

de ontleding der landbouwmeststoffen en -producten :

De hh. Van Melckebeke, scheikundige te Antwerpen, Frankrijklei, 22;
Devos, scheikundige te Brussel, Munthofstraat, 54;
Broquet, scheikundige te Nijvel, Charleroistraat, 24;
Alb. Meurice, scheikundige te Brussel, Simonisstraat, 14;
Alliaume, bestuurder van het landbouwlaboratorium te Brugge, Lange Kaai, 22;
Dumez, bestuurder van het landbouwlaboratorium te Roeselare, Zuidstraat, 23;
Castille, bestuurder van het gemeentelijk laboratorium te Sint-Nicolaas;
Thyes, scheikundige te Baesrode;
Mirland, scheikundige te Bergen, Koning-Albertlaan, 43;
Sébille, scheikundige te Bergen, Begijnhofplaats, 15;
Ghiot, bestuurder van het laboratorium gehecht aan het Sint-Lodewijkscollege te Borgworm;
Kindt, bestuurder van het gemeentelijk laboratorium te Kortrijk;
Estienne, bestuurder van het laboratorium gehecht aan het Sint-Jozefscollege te La Louvière;
Brasseur, bestuurder van het laboratorium gehecht aan de landbouwschool te Leuze;
De bestuurder van het laboratorium der technische school van Luik, te Luik, Gretrystraat, 55.

Laboratoria die in 1926 toelagen hebben genoten :

Kortrijk : 1,500 frank;
Brugge : 6,000 frank;
Roeselare : 7,000 frank;
Sint-Nicolaas : 1,000 frank.

Stations die in 1926 toelagen hebben ontvangen.

Landbouwstation te Hasselt : 9,500 fr.
Station van toezicht over zaaizaden te Leuven : 6,000 frank;

De toelagen aan de private stations en laboratoria verleend ontslaan den Staat van de verplichting zelf deze inrichtingen in het leven te roepen en laten aldus toe merkelijke bezuinigingen te verwezenlijken.

13^e VRAAG. — Art. 53. — a) Hoe wordt de vermindering dezer toelage gewettigd?

b) De Commissie verlangt te weten wat er werd verwezenlijkt op gebied van ontginning der aan particulieren toebehoorende braakgronden, sedert 1921;

c) Welke middelen werden *overwogen* door de bijzondere Commissie ingesteld om de ontginning der braakgronden te bevorderen?

d) Welke middelen thans worden *aangewend*?

ANTWOORD. — a) De credietvermindering kan gewettigd worden door een dringende noodwendigheid de Staatsuitgaven in te krimpen. Deze vermindering zou slechts tijdelijk mogen zijn, omdat zij strijdig is met het algemeen belang, dat vermeerdering der landbouwvoortbrengst vergt, en strijdig ook met het belang der Schatkist zelf, omdat de toegestane toelagen in feite slechts voorschotten zijn, die in drie of vier jaar ten volle terug geïnd worden door den fiscus, bij wijze van nieuwe belastingen, die na verloop van dit tijdperk vaste inkomsten worden, waarbij eventueel nog dienen gevoegd overdrachts- en successierechten;

b) Onderstaande tabel duidt aan wat er sedert Mei 1921 werd verwezenlijkt inzake ontginning der aan particulieren en aan de gemeenten toebehoorende braakgronden:

Particulieren:			
1921:	422 gesubsidiëerde ontginningen voor een totaal oppervlakte van	h	a. c.
		1027	78 52
1922:	801 id.	1638	98 00
1923:	978 id.	1625	20 08
1924:	1016 id.	1634	90 41
1925:	1128 id.	1863	46 40
1926:	898 id.	1703	20 04
	5243	9493	53 45

Zegge, gemiddeld, 1^h82 per ontginning.

Gemeenten:

1922:	1 gesubsidiëerde ontginning voor een	
	totaal oppervlakte van	115 0 00
1923:	1 id.	11 36 10
1925:	2 id.	9 39 00
	4	135 75 10

c) De bijzondere Commissie, die gelast is naar middelen uit te zien om het vruchtbaar maken van braakgronden ten behoeve van den landbouw aan te wakkeren, heeft het op te lossen vraagstuk onder zijne bijzonderste oogpunten onderzocht. Zij had besloten inlichtingen in te winnen bij de bijzonderste belanghebbenden der braakliggende streken, en zij had met het onderzoek belast den heer Van Elst, eere-hoofdlandbouwingenieur van den Staat, specialist in zake ontginning. Dit onderzoek kon niet geschieden wegens het overlijden van den heer Van Elst, die tot nog toe niet kon vervangen worden.

Anderdeels heeft het ontwerp tot oprichting van eene vennootschap of van groepeerings voor de ontginning der braakgronden, die het bijzonder doeleinde der Commissie scheen te zijn, allerlei moeilijkheden ontmoet, inzonderheid van financieelen aard, die thans nog bestaan;

d) Het Departement heeft zich bijgevolg moeten beperken tot de middelen, waarover het tot nog toe heeft beschikt: namelijk het verleen van toelagen voor de ontginningen, waarover bestekken werden opgemaakt en over wier werkzaamheden door de landbouwkundigen van den Staat toezicht werd uitgeoefend.

Voor 1927, ingevolge de inkringing der credieten tot 150,000 frank, zullen de gewone toelagen ten minste met 50 t. h. per hectaar dienen verminderd.

14^e VRAAG. — Art. 54. — De Commissie vraagt of het Beheer de mogelijkheid heeft overwogen den Kruidtuin te voegen hetzij bij het Departement van Kunsten en Wetenschappen, hetzij bij het bestuur der gemeente op wier grondgebied hij gelegen is.

ANTWOORD. — Het vraagstuk der aanhechting van den Kruidtuin van den Staat aan het Departement van Kunsten en Wetenschappen werd onderzocht.

Het huidige stelsel bleek best te strooken met den rol dezer inrichting en met de inzichten zijner stichters.

Het Departement heeft geenerlei verzoek ontvangen tot aanhechting aan het gemeentebestuur.

15^e VRAAG. — *Art. 59.* — De Commissie wenscht het bedrag te kennen der ontvangsten van den dienst voor plantenziektenleer.

ANTWOORD. — Op dezen datum bedragen de voor 1926 in de Schatkist gestorte sommen ongeveer 33,000 frank. De globale ontvangsten over het dienstjaar zullen waarschijnlijk ongeveer 50,000 frank bedragen.

16^e VRAAG. — *Art. 61.* — Welke zijn de redenen der voorgestelde bezuinigingen?

ANTWOORD. — De gebiedende noodzakelijkheid de Staatsbegrooting in evenwicht te brengen.

17^e VRAAG. — *Art. 67.* — Welke zijn de redenen der voorgestelde bezuinigingen?

ANTWOORD. — De gebiedende noodzakelijkheid de Staatsbegrooting in evenwicht te brengen.

18^e VRAAG. — *Art. 68.* — Welke zijn de redenen der voorgestelde besnoeiingen?

ANTWOORD. — De gebiedende noodzakelijkheid de Staatsbegrooting in evenwicht te brengen.

19^e VRAAG. — *Art. 76.* — Waarop slaat de voorziene bezuiniging?

De Commissie is de meening toegedaan dat de vermindering nadeelig is,

omdat zij de herbebossching der braakgronden zal vertragen.

ANTWOORD. — Sedert 1847, wordt er ieder jaar op de begrooting een crediet ingeschreven van een veranderlijk bedrag bestemd om aan de gemeenten en openbare inrichtingen gedeeltelijk de uitgaven terug te betalen voor bebossching van onbebouwde gronden, herstel van vervallen bosschen en uitzonderlijke werken tot verbetering van bosschen.

Het begrotingsontwerp voor 1927 voorzag een crediet van 200,000 frank of 50,000 frank minder dan het voor 1926 gevraagd bedrag, dat zelf ambtshalve na de stemming der Kamer van 250,000 op 200,000 frank werd teruggebracht.

De ingeschreven som werd door den Eerste-Minister op 100,000 frank herleid, zoodat de toelagen uit te keeren voor verwezenlijkte werken zelfs het bedrag der beloften, op het oogenblik der goedkeuring van de bestekken gedaan, niet zullen bereiken en deze beloften niet zullen nageleefd kunnen worden.

Sedert 1866 bereikt de uitgestrektheid van de onbebouwde gronden en van de in waarde verminderde boschgronden, vruchtbaar gemaakt door de tusschenkomst van den Staat, ongeveer 40,000 hectaren.

Er dient op gewezen dat de toelagen in dit opzicht niet dienen voor prachtwerken of zelfs maar nuttige werken, doch wel voor het aanleggen van nieuwe rijkdommen, voor de voortbrengst van een grondstof van eerste nut, hetgeen de groote hoeveelheid hout, die wij in het buitenland moeten halen om in het nationaal verbruik te voorzien, heeft verminderd en nog zal verminderen.

In 1922 bereikte de invoer 387,000,000 frank; in 1923, 526,000,000 frank; in 1924, 760,000,000 frank; deze laatste voor een totalen omvang van 2,760,000 kubiekmeter. Onaangezien de waardevermindering van onze munt, geeft men zich licht rekenschap van den steeds stijgenden gang der ingevoerde waarden.

Het doel van de Regeering is ook nog onvruchtbare gronden of uitgeputte bosschen winstgevend te maken; de overredingskracht alleen volstaat niet om de bezittende gemeentebesturen en openbare inrichtingen het werk der herbebossching te doen aanvangen en voortzetten. Het is inderdaad al te dikwijls van te korten duur en de inkomsten van de uitgegeven sommen zijn altijd op langen termijn.

Met de tusschenkomst van de Regeering af te schaffen zou men het aanleggen van nieuwe bosschen en de herstelling van oude stilleggen; met haar te verminderen zou men in dezelfde mate de binnenlandsche voortbrengst verminderen en een groote oppervlakte grond die alleen voor boschteelt geschikt is, braaklaten of braakleggen.

Ik voeg er bij dat de bebossching van naakte gronden een verzekeringspremie is tegen de sedert enkele jaren te veelvuldige overstromingen.

20^e VRAAG. — *Art. 78.* — a) De Commissie vraagt de omstandige opgave dezer vermindering.

ANTWOORD. — *Vischteelt.* — Materieel. — Herbevolking der waterlopen, vischteeltverbeteringen. Redden van visschen bij het zakken of verontreinigen van het water. — Inrichting en onderhoud van huizen en barakken voor opzichters der vischwaten. — Drukken der vischvangstverloven : 87,000 frank in 1926, tijdelijk en wegens hoogere noodzakelijkheid van bezuiniging, gebracht op fr. 67,000

Jacht. — Beteugelen der wildstrooperij, belooningen voor bijzondere diensten en voor nachtdiensten. — Mobiele brigade : Vergoedingen aan de agenten bijzonder belast met het inrichten of de controle van het toezicht. Proefnemingen van acclimatiseering en van herbevolking met wild. Bescherming der insectenetende vogels. Aller-

hande uitgaven : 139,500 frank in 1926; tijdelijk en wegens hoogere noodzakelijkheid van bezuiniging (begrooting 1927), gebracht op. 99,500

Te zamen. . . fr. 166,500

21^e VRAAG. — b) Zou men geene verhooging dienen te vragen van het aandeel der gemeenten in het toezicht over de beboschte eigendommen, die aan het boschregiem onderworpen zijn ?

ANTWOORD. — Deze verhooging der onkosten van beheer en bewaking, door de gemeenten aan den Staat terugbetaald, is noodig en gewettigd; zij kan echter slechts een gunstigen invloed uitoefenen op de begrooting der ontvangsten van den Staat. Zij heeft geen weerslag op de credieten van artikel 78, die slaan op heel het land, vlakten en bosschen (behalve de bosschen van particulieren, wat de jacht betreft).

Er valt op te merken dat de credieten van artikel 78 noodig zijn om de belangrijke inkomsten (een vijftiental miljoen) te verzekeren, door den Staat op de jacht en de vischvangst geïnd.

Trouwens, de credieten van artikel 78, zelfs niet verminderd, bereiken op verre na niet wat de Regeering heeft beloofd aan de visschers en aan de jagers, in de Memorie van Toelichting der wetsontwerpen tot vaststelling of verhooging der prijzen van vischvangst- en jachtverloven.

22^e VRAAG. — *Waters en Bosschen.*

Algemeene vraag. — Welke sommen werden in 1926 werkelijk uitgegeven ? Zoo de uitgaven minder bedragen dan de door het Parlement gestemde credieten, in welke mate was zulks het geval en waarom die bezuinigingen ?

ANTWOORD. — Het dienstjaar 1926 is niet afgesloten, doch van stonden aan kan men voorzien dat onderstaande bezuinigingen zullen worden verwezenlijkt

op de begrooting van het dienstjaar 1926 :

a) Gewone begrooting.

Art. 77 (art. 74 van 1927). — Crediet van 85,000 frank, voorziene uitgave : 80,000 frank.

Vermindering opgelegd door den Minister van Financiën.

Art. 78 (litt. *a, b, c* (gedeelte) en *d* van artikel 75 van 1927). — Crediet van 1,150,800 frank, voorziene uitgave : 1,036,800 frank.

Vermindering van 114,000 frank in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

Art. 79 (art. 76 van 1927). — Crediet van 250,000 frank, voorziene uitgave : 200,000 frank.

Vermindering van 50,000 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

Art. 80 (art. 77 van 1927). — Crediet van 26,000 frank, voorziene uitgave : 21,200 frank.

Vermindering van 4,800 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

Art. 81 (art. 78 van 1927). — Crediet van 226,500 frank, voorziene uitgave : 200,000 frank.

Vermindering van 26,500 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

b) Buitengewone begrooting.

Art. 27 (gedeelte van litt. *c* van art. 75 van 1927). — Crediet van 400,000 frank ; voorziene uitgave : 390,500 frank.

Vermindering van 9,500 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

Art. 28 (litt. *f* van art. 75 van 1927). — Crediet van 200,000 frank, voorziene uitgave : 5,000 frank.

Vermindering van 195,000 frank, waarvan eene vermindering van 180,000 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

Art. 29 (litt. *e* van art. 75 van 1927). — Crediet van 200,000 frank, voorziene uitgave : 192,000 frank.

Vermindering van 8,000 frank, in den loop van het dienstjaar opgelegd door het Comité der Schatkist.

N. B. — De artikelen 27, 28 en 29 der buitengewone begrooting 1926 werden versmolten met artikel 75 der gewone begrooting 1927.

Op de overige artikelen der begrooting van het Beheer van Waters en Bosschen is er geenerlei bezuiniging voorzien.

23^e VRAAG. — *Gemeentewegen.* — *Algemeene vraag.*

ANTWOORD. — De credieten, voorzien voor den dienst der gemeentewegen in 1926, werden volledig uitgegeven. Het valt te betreuren dat, ingevolge de algemeene besnoeiing der uitgaven, de credieten niet kunnen verhoogd worden in verhouding tot de verhooging van den prijs der werken.

24^e VRAAG. — *Art. 79.* — Hoeveer staat het met het vraagstuk der wateringen ?

Welke zijn de voorziene toelagen voor 1927 ?

ANTWOORD. — Wegens de inkrimping der uitgaven, zal het personeel van den landbouwkundigen hydraulischen dienst, belast met de studie der ontwerpen van wateringen, veeleer verminderd worden dan vermeerderd ; dit zal enkel het onderzoek der aanvragen nog meer kunnen vertragen. De credieten, voorgesteld voor in 1927 uit te voeren verbeteringswerken, zijn dezelfde als voor het afgelopen dienstjaar.